



NILE BASSIN DISCOURSE (NBD)

NATIONAL DISCOURSE FORUM(DRCNDF)

“One Nile – One Family”

Rapport final

Référence DRCNDF/8/8/2011/Energie

Partie 1: texte

ETUDE SUR L'INTEGRATION LOCALE- PARTICIPATION DES INTERVENANTS COMMUNAUTAIRES ET AVANTAGES DE LA SOUS REGIONALE NELSAP HYDRO-ELECTRICITE ET INTERCONNEXION DES PROJETS



Par

Raphaël Kasongo Kabusa-Mbukani

Consultant national

Goma, septembre 2011

Ont collaboré à la réalisation de cette étude sous mandat du consultant Raphaël Kasongo K -M affecté à cette mission, chef de mission - coordonnateur de l'étude et Directeur Exécutif du **CEFAD**

Equipe Grand Nord Kivu :

- Raphael Kasongo K-M, chef de mission,
kasongokabusa@yahoo.fr tel 0024397771455/00243813133942
- Ir Sosthène Tsongo Malekani, CPP ISPT –Butembo ;

Equipe Nord Kivu –Sud Kivu/Kigali –Bujumbura :

- François Kalemba Tsongo, Secrétaire Technique du CEFAD
- Ir Pépin Julien Kahasamio, CPP ISTA Goma
- Ir Gustave Kasongo Mulekya
- Aminatha Rajabu, SSD Goma ;

VOLUME 2 : ANNEXES

LISTES DES ANNEXES AU RAPPORT

ANNEXE 1 : termes de référence de l'étude

ANNEXE 2 : mandat et méthodologie de l'étude

ANNEXE 3 : Dispositif de terrain

ANNEXE 4 : Projet NELSAP d'interconnexion

ANNEXE 5 : Interconnexion au niveau de l'EST RDC

ANNEXE 6 : Niveau d'électrification, besoins, potentialités

ANNEXE 7 : Résultats bruts des contacts et entretiens pris

ANNEXE 8 : Projet NELSAP-CHE de RUSUMO Falls et expérience d'implication des communautés et de la société civile dans le projet.

ANNEXE 9 : Résultats bruts de validation de la restitution à Beni le 21 septembre 2011

SOMMAIRE.....	page 4
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	5
RESUME ANALYTIQUE.....	8
1. Introduction.....	8
2. Du DRCNDF et du NELSAP :.....	8
3. Projet d'Interconnexion NELSAP : de quoi s'agit-t-il et où en sommes-nous ?.....	9
4. Quel est le niveau actuel d'électrification, les besoins exprimés et les potentialités ?.....	10
5. Quelle est l'implication actuelle de la société civile et que pensent & disent les parties prenantes ?.....	12
6. Projet NELSAP-CHE de RUSUMO Falls et expérience d'implication des communautés et de la société civile dans le projet .Quelles leçons pour DRCNDF ?.....	16
7. ANALYSE, DISCUSSIONS SUR LES RESULTATS ET CONCLUSIONS :.....	17
8. SCENARIO -- FEUILLE DE ROUTE DU DRCNDF 2011 -2012 :.....	21

SIGLES ET ABREVIATIONS

AFD	Agence Française de Développement
BAD	Banque Africaine de Développement
CEP	Cellule d'Exécution du Projet
CEPGL	Communauté Economique des Pays des Grands Lacs
CNEP	Cellule nationale d'exécution du projet
DGHER	Direction Générale de l'Hydraulique et des Energies Rurales
DSP	Document de Stratégie par pays
DSRP	Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté
EAC	East African Community
EGL	Energie des pays des Grands Lacs (Burundi, RD Congo, Rwanda)
ELECROGAZ	Etablissement de Production, Transport et Distribution d'Electricité, d'Eau et de Gaz
ERA	Electricity Regulatory Authority (Ouganda)
FAD	Fonds Africain de Développement
KPLC	The Kenya Power and Lighting Co. Ltd
LEN	Lacs Equatoriaux du Nil
IBN	Initiative du Bassin du Nil
JBIC	Japan Bank for International Cooperation
IBN	Programme Auxiliaire d'Action des pays des Lacs Equatoriaux du Nil
OMD	Objectif du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
IBN	Programme Auxiliaire d'Action des pays des Lacs Equatoriaux du Nil
PEAE	Pool Energétique d'Afrique de l'Est
PEAA	Pool Energétique d'Afrique Australe
PPP	Partenariat Public Privé
RD Congo	République Démocratique du Congo

REGIDESO	Régie de production et de distribution d'eau et d'électricité
SINELAC	Société internationale d'électricité des pays des grands lacs
SNEL	Société National d'Electricité (RD Congo)
UCP	Unité de Coordination du Projet
UEGCL	Ouganda Electricity Generation Company Ltd
UETCL	Ouganda Electricity Transmission Company Ltd
UPDEA	Union des Producteurs, Transporteurs et Distributeurs d'Energie Electrique d'Afrique
USAID	Agence pour le Développement International des Etats -Unis
BDD	Bureau Diocésain de développement
CEFAD	Centre de formation et d'appui au Développement Durable
CEPGL	Communauté Economique des Pays des Grands lacs
CIRGL	Conférence Internationale des Pays des grands Lacs
CPP	Chargé de pratique professionnelle
EGL	Energie des Grands Lacs
FEC	Fédération des Entreprises du Congo
HT	haute Tension
ISPT	Institut Supérieur Pédagogique Techniques
ISTA	Institut Supérieur des Techniques Appliquées
OSC	Organisation de la Société civile
PME	Petite et Moyenne entreprise
SADC	Communauté des états de l'Afrique Australe
SNEL	Société Nationale d'électricité
SSD	Synergie Statistique pour le développement asbl



@photos KKM, du FORUM, Beni, Hôtel Référence Plus, 21 septembre 2011.

RAPPORT SYNTHÈSE DE L'ÉTUDE

Mots clés

- *Energie électrique*
- *Interconnexion des centrales électriques*
- *Projets intégrateurs*
- *Implications des communautés de base*
- *Paix et développement*

Résumé

« La culture d'une bonne gestion des énergies disponibles au sein de la population est le début d'un développement durable prenant en compte les ressources naturelles »

Onze (11) Etats riverains du Bassin du Nil dont la RD Congo se sont mis ensemble pour assurer une gestion durable et équitable des richesses de ce bassin. Cinq (5) d'entre eux de la sous-région des Lacs Equatoriaux sont en train de développer des programmes communs intégrateurs dont NELSAP qui est appelé à garantir pour l'avenir une gestion partagée et solidaire des énergies issues des centrales hydrauliques et thermiques de la zone.

La RD Congo qui fait partie de cette Initiative du Bassin des Grands Lacs Equatoriaux, est partie prenante à ses programmes dont la mise en œuvre devra, sans nul doute, appeler des milliers des populations riveraines à déguerpir soit des lignes électriques à très hautes tensions, soit des bassins d'implantations des centrales énergétiques.

Au sein de l'Initiative du Bassin du Nil s'est instauré des FORUM des acteurs des sociétés civiles visant entre autre à garantir une pleine participation des populations au processus dynamique de développement impulsés par les Etats à travers des projets communs intégrateurs.

C'est dans cette orientation que le FORUM congolais du Bassin du Nil a initié cette étude dont l'un des objectifs était d'informer les membres et les autres parties prenantes sur la dynamique de développement, de solidarité et paix portée par le projet NELSAP, l'état des lieux d'approvisionnement en énergie électrique dans la zone congolaise du Bassin du Nil, le niveau d'implication des parties dans ce processus, l'analyse préventive des effets & impacts que ce projet pourra avoir sur les populations potentiellement victimes.

Au bout de l'étude, il s'avère qu'il a encore du chemin à parcourir ensemble entre les parties prenantes tant publiques que privées pour se retrouver sur les lignes de départ notamment :

- *La ratification des accords de 2010 au niveau du gouvernement et du parlement congolais .ce processus devrait ouvrir grandement la voie vers une pleine jouissance de ses avantages liés au plan stratégiques des Etats membres ;*
- *Le respect des accords notamment en ce qui concerne la participation de chaque état au budget de l'IBN ;*
- *Un développement clair des mécanismes de partage d'information et de redevabilité entre l'Etat congolais, les services étatiques impliqués, les organisations de la société civile non seulement au niveau de la capacité, mais aussi et surtout au niveau des villes et cités émergentes allant de ARU jusque Nord Katanga, corridor direct où le NELSAP pourra avoir des effets directs ;*
- *Un partage des effets impacts du projet destinés à en assurer une gestion saine juste et équitable et participative entre les parties en présence ;*
- *Une dynamique des acteurs de la société civile afin de jouer pleinement les rôles leur conférés par les statuts de l'Initiative du Bassin du Nil.*

Et pour cela l'étude a suggéré une **feuille de route** pour les quelques 18 mois à suivre, axée particulièrement sur le **plaidoyer** à mener vers les acteurs publics d'abord et privés ensuite, une **campagne d'information et d'éducation** mésologique - environnementale, sous bannière d'un changement durable de mentalité en faveur d'une gestion responsable à la base des ressources énergétiques.

1. Introduction.

« *La coopération entre les Etats est nouveau nom de la paix.* »

Nile Basin Initiative-NBI/IBN, née 1999, auprès duquel s'est organisé « le Nile basin discourse » à partir de 2003 au niveau régional et les NDFs au niveau de chaque Pays du Bassin comme en RDCongo, au sein duquel s'est organisé le DRCNDF- Forum Congolais de la société civile du Bassin du NIL – FCBN.

Ce FCBN sert de pilier non gouvernemental à la coopération du Bassin du Nil tout en faisant tout le possible pour influencer et engager des processus de développement tel que envisagé par l'initiative du bassin du Nil (IBN), s'assurer qu'une société civile bien informée au sein du bassin du bassin entier se constitue et joue un rôle clé dans l'accomplissement de la vision (*un bassin du Nil avec un développement social et économique durable pour toutes population, sans conflit, permettant ainsi la réalisation de la justice, des droits humains, de la bonne gouvernance, de l'éradication de la pauvreté et la protection de l'environnement*), à travers l'influence d'initiation critique des projets, des programmes et des politiques de l'initiatives du bassin du Nil et autres processus de développement.

IBN développe plusieurs projets de taille sous régionale au niveau des états membres du bassin dont notamment – NELSAP-NILE EQUATORIAL LAKES SUBSIDIARY ACTION PROGRAM (NELSAP).

Cette étude sur l'intégration locale- participation des intervenants communautaires et avantages de la sous régionale NELSAP hydro-électricité et interconnexion des projets est initiée par le **DRCNDF- Forum Congolais de la société civile du Bassin du NIL - FCBN**. Les autres Forum des pays membres du bassin se sont aussi soumis à cet exercice.

IBN est une volonté commune des états riverains du NIL où la RDC a toujours joué le rôle prépondérant dans les idées.

Depuis 1929, existait des accords entre la Belgique et l'Angleterre sur la vision de gestion du bassin du NIL. Ces accords ont été révisés en 2010-CFA – sous l'impulsion de la RDC¹ et adopté par tous les pays membres.

Qu'est-ce que c'est NBD- NILE BASIN DISCOURSE-Forum du Bassin du Nil?

Un réseau d'organisations de la société civile du Bassin du Nile. Il a son siège à Entebbe en Uganda. Il a été fondé en 2000 et lancé officiellement en 2003 par les forums nationaux de 10 pays ayant en commun le bassin du Nil. Jusqu'en 2011, le réseau comprend plus de 1200 organisations membres et partenaires.

Quelle la Vision du Forum du Bassin du Nil ?

UN BASIN DU FLEUVE NIL où il y a un développement économique et social durables bénéfique pour les peuples de tout le bassin et sans conflit, affirmant la justice, les droits humains et les droits des peuples, la bonne gouvernance, l'éradication de la pauvreté, et la protection de l'environnement.

Que s'est assigné le Forum du Bassin du Nil comme Mission ?

¹ La RD Congo, paradoxalement n'a pas encore ratifié ces accords pendant que tous les autres pays l'ont déjà fait, ce qui a des répercussions sur la participation de la RDC à la mise en œuvre des projets sous ce régime.

S'assurer qu'une société civile bien informée développe et joue les rôles clés dans la réalisation de la vision à travers une influence critique et pro- active sur les projets, programmes et politiques de l'Initiative du Bassin du Nil et d'autres processus de développement dans le Bassin.

2. Du DRCNDF et du NELSAP :

« La crise énergétique est réelle et doit être lu et analysé loin de tout sentimentalisme et fanatisme. »

Les villes naissent et grandissent sans infrastructures conséquentes .Les planifications nationales et provinciales sont souvent sans relai direct avec la gestion durable des ressources naturelles notamment énergétiques.

La partie Est de la RDC, sous régime du bassin du NIL qui part de l'Ituri /ARU jusque Rutshuru est depuis, sous des accords internationaux entre les pays riverains voulant une gestion rationnelle du bassin pour les générations futures.

C'est dans cette orientation que le **DRCNDF** a initié cette étude sur l'intégration locale- participation des intervenants communautaires et avantages de la sous régionale NELSAP hydro-électricité et interconnexion des projets afin d'informer les membres et d'influencer les politiques et pratiques en relation avec les projets et les processus de l'NBD IBN.

Cette mission veut particulièrement apporter réponse clés à des questions principales faisant partie du mandat du Forum et tel que repris en **annexe² 1** de ce rapport.

Pour répondre à ce cahier de charge, la consultance a fait usage d'un dispositif méthodologique dont le contenu est repris en **annexe 2 du rapport³**. Les visites de terrain, l'entretien avec quelques acteurs tant publics que privés, l'exploitation de la documentation disponible à travers les sites visités, les échanges de restitution avec **72** membres du Forum réunis en séance plénière à Beni le 21 septembre 2011, ont permis d'évoluer vers les principaux constats et conclusions que ce rapport a l'honneur de reprendre dans les lignes qui suivent.

3. Projet d'Interconnexion NELSAP : de quoi s'agit-t-il et où en sommes-nous ?

« Ce que vous faites pour moi, sans moi, ne m'engage pas et n'est pas de nature durable ». (Adage populaire)

Un projet NELSAP, espoir de demain pour atténuer les aspects de la crise énergétique actuelle, mais peu connu des acteurs tant publics que de la société civile de la RDC.

L'IBN, par intermédiaire du NELSAP, dispose d'un grand projet en cours de réalisation avec le financement de la BAD, KWF... et autres, mais où l'Etat congolais ne tire pas encore des grands avantages du fait de la non ratification des accords, porte ouverte pour également se mettre dans le processus de soumissionnement des projets cadrant avec le plan stratégique d'ensemble.

Résultats synthèses des entretiens : niveau acteurs publics/ société civile: besoins criant de **connaître** ce projet, de **parler** de ce qui est, de **contribuer à son acceptation** dans le milieu de chaque

² ANNEXE 1 : termes de référence de l'étude

³ ANNEXE 2 : mandat et méthodologie de l'étude.

pays. Pourtant ce sont là des besoins urgents et obligations des Etats membres dont la RDC de s'impliquer dans la ratification des accords, geste simple mais qui est porte ouverte pour la mise en œuvre, de participer aux coûts convenus pour le bon fonctionnement des institutions et projets convenus, de rendre compte au citoyen par les mécanismes informationnelles et de restitution bien définis, de donner les chances de pérennité aux divers projets par une éducation énergétique conséquentes des populations .

Le niveau d'information des acteurs de sa connaissance par le public congolais et de son **acceptation**, hors (des réunions des ministres nationaux) des ministères nationaux et quelques acteurs des services souvent invités notamment la SNEL, **reste fort limité**.

Quelques souhaits des parties touchées : Besoins d'équité géographique de la contrée du bassin, tenir compte des zones hors bassin du NIL notamment les rivières appartenant au bassin du Congo à partir du Nord et Sud Kivu, Nord Katanga... mais apportant leurs ressources aux projets, aussi il y a l'Equité socio-économique d'investir en priorité à travers les zones « victimes » de la mise en œuvre du projet... l'étude.

Concrètement, c'est quoi -le projet d'Interconnexion NELSAP financé par la BAD?

Il s'agit tout d'abord de la construction et de la modernisation de 769 km de 110 kV et 220 kV, construction et renforcement des 17 postes de transformation. Il est question en suite de l'interconnexion Ouganda-Rwanda: la ligne fonctionne de la station de Mbarara à Mirama la station en Ouganda, station de Mirama à la nouvelle gare Birembo au Rwanda; interconnexion Kenya -Ouganda: la ligne fonctionne de la station de Lessos au Kenya à la station de Bujagali passant, grâce à la station de Tororo, en Ouganda, surtout -amélioration de l'interconnexion au Burundi, RD Congo et le Rwanda.

L'**annexe 4**⁴ de ce rapport résume les grandes lignes de ce projet et tente de montrer à quel niveau il est utile pour la partie Est de la RDC.

Côté RD Congo, que représente cette interconnexion ?

Il est question de réhabiliter la ligne actuelle de la station de Goma à la station de Ruzizi I à partir de 70 kV à 220 kV, et la ligne de Ruzizi, une station à Bujumbura au Burundi à partir de 70 kV à 220 kV, ainsi que la construction d'une extension de Bujumbura vers Kiliba en RD Congo, la construction d'une ligne de 220 kV de la station de Kibuye à Gisenyi au Rwanda et enfin, la construction de la ligne centrale de Gisenyi au Rwanda vers Goma en RD Congo. Le projet prévoit également la construction de l'exploitation et l'entretien des capacités techniques des dits réseaux.

Parmi les avantages qui proviendraient des interconnexions pour notre pays la RD Congo l'on pourrait citer notamment : la stabilité de l'énergie électrique venant de l'équilibre des autres sites-pays, l'impulsion des initiatives économiques liées au fait que l'énergie est stable en tout moment au niveau de la zone, implantation des grands projets gouvernementaux négociés au niveau de IBN du fait que la RDC exploite l'interconnexion, l'injection dans le système des MV issues des nouvelles centrales que la RD Congo est en droit d'initier dès maintenant de la taille de RUSUMO Falls. En plus de tout ceci il y a l'élan de solidarité et le sentiment d'appartenir à un espace économique de paix et de coopération avec d'autres états sur qui les peuples se fréquentent dans un idéal commun de développement.

Sur corridor Ituri -Nord Katanga, qui serait victime dans la mise en œuvre de ce projet⁵ ?

⁴ ANNEXE 4 : *Projet NELSAP d'interconnexion*

En prenant en compte le corridor allant de l'Ituri au Nord Katanga qui sera impliqué dans le NELSAP, il apparaît que avec les nouvelles lignes à installer ou à renouveler, près de **700Km** de ligne seront érigés de Benders à ARU-Mahagi –Bunia-Mambasa-Beni-Butembo-Kasindi-Kirumba-Goma-Bukavu. En prenant en compte environ **60m de zone franche** à libérer sur cette longueur, environ **4000Ha** pourront être affectés. Cela pourrait exiger environ **\$US160millions**⁶.

4. Quel est le niveau actuel d'électrification, les besoins exprimés et les potentialités au niveau de zone EST de la RD Congo ?

Le taux d'accès de l'électricité dans la sous-région varie entre 15% pour le Kenya et 7% en Ouganda et chute aux environs de 5% dans d'autre pays par exemple au Rwanda et au Burundi.

RDC environ 6% dépendant surtout de la zone INGA ! Dans les villes Uvira, Bukavu, Goma, Bunia, l'électrification est là avec un grand déficit! Des villes comme ARU, Beni - Oicha, Butembo sont totalement dans le noir.....

Il est intéressant de noter par exemple que le boucle **Uvira-Kiliba-Bukavu et Goma** dépendant des centrales de Ruzizi I, Ruzizi II, ont actuellement selon les moments d'étiage et crue disponible **10 à 34 MW** alors que le besoin en 2011 est de **175.MW** actuellement à l'EST. A l'horizon 2015, **231MW**, et à l'horizon 2020 de **328 MW**⁷.

Au niveau du boucle **Butembo-Beni-Oicha- Kasindi**, mis à part la desserte actuelle sur Kasindi qui date de 14 mois environ, et bénéficiant d'environ 1MW en provenance de l'Ouganda, le reste de la partie est desservie par environ **5000 groupes électrogènes**⁸ dont le prix de revient varie de 0.6\$US à 1\$US par 1KWh. Le besoin en 2011 est de environ **186.79MW** et à l'horizon 2020 sera de **242.82MW**.

Le boucle **Mambasa- Komanda- Bunia- Mahagi-Aru** sont alimentés par deux centrales Solenyama I et II et Bodana, en état vétuste .La centrale de Bodana produisait par exemple 13.5MW, à ce jour il est à environ à 1.5MW. Les deux centrales qui produisaient jadis plus de 20MW ensemble sont donc quasi en arrêt⁹. Le besoins serait de **280.58MW** en 2011 et à l'horizon 2020 de **364.75MW**.

⁵ Dans la partie RDC, il n'est dit que tout va se faire sur fonds NELSAP. Mais le RDC peut, une fois en ordre, négocier des fonds pour des projets qui renforcent l'interconnexion EST.

⁶ Base de calcul indicative : \$US4.00 par m²-tranche de 1 à 10ha- pour un terrain avec certificat selon normes cadastrales.

⁷ A chaque 10ans, l'énergie double selon le plan mondial.

⁸ 2011, Par le Prof. Godefroid Basile Kazingufu Lukanda, Docteur en Sciences Appliquées **in la problématique du déficit et les potentiels énergétiques dans le bassin du NIL congolais**

⁹ **Extrait du rapport de l'atelier sur l'amélioration de la fourniture du courant électrique en Ituri –défis et perspectives, UE-ASSOCITURI, Bunia, ISTB, du 22 au 23 août 2006 : OKIMO-situation en 2006 :** « L'Ingénieur KISEMBO Jacques a parlé de l'OKIMO (Office de Mines d'Or de Kilo-Moto) comme une entreprise para-étatique, c'est-à-dire une société d'Etat jouissant d'une autonomie de gestion. Pour faire tourner son industrie minière, celle-ci avait construit les centrales hydroélectriques de BUDANA (en 1923), SOLENIAMA I (à Bunia) et de NZORO (à Watsa) En plus de cet objectif industriel, la philosophie actuelle du comité de gestion de l'OKIMO est de faire de l'électricité une préoccupation sociale et politique. En 2005, l'OKIMO a récupéré le réseau de commercialisation qui, jusque-là était géré par la Société nationale d'Electricité. Comme démarches menées, une expertise intérieure a été faite, une assistance technique extérieure est en cours et sources de financements probables : Afrique du sud, Belgique, Union Européenne et Chine. Actuellement, la centrale de BUDANA, capacité installée:13.500 KW-Actuelle: 4.000 KW, est techniquement délabrée suite à l'incendie qui a ravagé les installations en 1993 ; le courant produit est passé de 10 000 KW à 4 000 KW, consommé uniquement à Bunia et ses environs. Tout le réseau est vétuste, s'il n'a pas été détruit par la guerre.

Les contacts de la mission sur le terrain donnent la situation énergétique suivante du réseau de l'Est RDC en Août 2011 : production en mai à RUZIZI I : 14 MW. Pour la répartition de l'utilisation : RWANDA=2,5MW. En ce qui concerne l'importance de la SINELAC : 8 MW. Pour la répartition de l'utilisation : BUJUMBURA =2,5MW ; UMIRA=1MW ; BRALIMA=3,5MW ; GOMA=6,5MW ; BUKAVU=6MW ; soit un total de 22MW avec une moyenne estimée à 6.3MW. voir des amples détails en annexe 5¹⁰.

Quelles sont les potentialités en énergie hydro-électrique à L'Est de la RDC ?

Les potentialités énergétiques locales, rien qu'en prenant les données disponibles sur la partie Nord Kivu de Rutshuru à Beni, donnent environ **291MW** sur une constellation des pico et microcentrales réunies¹¹ possibles à interconnecter. Lire à ce sujet l'**annexe 6**¹² de rapport.

Que dire de la SNEL et de la crise énergétique actuelle ?

« A ce jour, les installations de deux centrales nécessitent une révision générale pour laquelle les financements doit être mobilisés. C'est ainsi qu'actuellement ces centrales ne sont pas fiables, et nous enregistrons beaucoup de perturbations dans la fourniture de l'électricité au réseau de l'Est »

(Propos d'un agent de la SNEL, septembre 2011)

Comment la RDC EST s'y prend dans la gestion de la crise en énergie électrique ?

Production réelle en 2011: la SNEL ne compte présentement que sur les ressources des centrales de Ruzizi I et SINELAC pour un total de **74.8.MW** (plus éventuels Solenyama et Budana pour moins de 20MW)

Niveau des besoins en 2011: estimation : villes de Uvira(10MW), Bukavu(35MW), Goma(30MW), Butembo(30MW), Beni(25MW), Bunia(25MW), Aru(20MW) soit environ **175MW** à couvrir – déficit de près de **100.2 MW**.

Dans la vision de la SNEL, La RD Congo a toujours misé sur la construction des centrales de la RUZIZI pour alimenter la partie Est du pays. Parmi ces projets, il y a les projets de l'**EGL** auxquels il faudrait ajouter quelques projets nationaux tels :

Problème majeur : baisse de la production de 13.500 KW à 4.000 KW soit une chute de 3,37 correspondant à une production de 30% de sa capacité. D'où, l'impérieuse nécessité aujourd'hui de réhabiliter toutes les infrastructures électriques, car il faut une reprise immédiate d'exploitation minière à Mongbwalu, à Nzani et à Watsa. Défis majeurs : Réhabilitation ou renouvellement des centrales de - Budana - Solenyama 1 et 2 et envisager la Construction des nouvelles centrales en ITURI. »

¹⁰ ANNEXE 5 : Interconnexion au niveau de l'EST RDC

¹¹ 2010. *op cit*, Prof B Kazingufu.

¹² ANNEXE 6 : Niveau d'électrification, besoins, potentialités

Quelques Projets Nationaux		
Projets	Puissance de la centrale	PAYS
Construction d'une C.H.E RUSUMO Falls	à peu près 60 M	Entre RWANDA et la TANZANIE
Construction d'une centrale RUZIZI 3	82 MW	RD Congo
Construction d'une centrale RUZIZI 4	205 MW	RD CONGO
Construction d'une centrale NYABARONGO	27,3 MW	RWANDA
Construction d'une centrale Mpada	10,2 MW	BURUNDI
Construction d'une centrale KABU16	20 MW	BURUNDI

Le Nord Kivu peut compter sur un potentiel de **291MW** selon les études disponibles de pré faisabilité, dont **244 MW** proviendraient des centrales hydroélectriques érigées notamment sur les sites des rivières Semliki I et II (144MW), Taliya I et II (35MW), Talya Sud (25MW), **Luholu (40MW)**¹³. A cela s'ajouterait la mise en valeur des potentiels en centrales thermiques à gaz méthane du Lac Kivu.

Une planification réaliste, sur tranche triennale, permettrait par exemple de 2011 à 2014 de produire 97MW issues des centrales de Luholu et Taliya I et II, les 3 prochaines années 97 MW autres des centrales de Semliki I et de 2018 et à l'horizon 2020, 97 MW de Semliki II.

Ruzizi 3 (82MW) et 4 (205MW), tel que repris sur le tableau ci-dessus, sont aussi des possibilités qui s'offrent dans ce marché énergétique à partager.

Il est reconnu que sur le plan financier, les centrales construites peuvent renforcer l'opération pour d'autres nouvelles unités.

5. Quelle est l'implication actuelle de la société civile et que pensent & disent les parties prenantes de la partie RDC ?

« L'interconnexion qu'elle soit locale ou régionale : elle signe de paix, de complémentarité agissante et de solidarité! »

Les différents entretiens formels & informels ont permis à la mission de tirer les grandes orientations reprises dans l'**annexe 7**¹⁴ du rapport comme suit :

Différentes expressions sur différents tons:

- un ton de **révolte** d'être victimes perpétuelles des populations congolaises mécontentes d'être mal servies ou pas du tout,
- d'autres ton que l'on **va à l'interconnexion mains vides** car elles estiment que la RDC piétine à mettre en valeur ses ressources naturelles énormes de gaz et d'hydroélectricité.

¹³ La rivière LUHOLU se verse dans le bassin du Congo et donc s'offre comme une première priorité dans le renforcement hydro-électrique de l'EST pouvant contribuer à l'interconnexion avec 40MW.

¹⁴ ANNEXE 7 : Résultats bruts des contacts et entretiens pris .

- d'autres encore sur un ton d'**espoir** de voir l'interconnexion réduire peu tant soit le déficit énergétique actuel.

5.1. Acteurs publics : les conseillers provinciaux ayant l'énergie dans leur ressort, responsables techniques de la SNEL et REGIDESO touchés se sont exprimés en ces termes :

- Le taux de recouvrement des factures d'énergies restent **globalement à moins de 50%**¹⁵.
- Des actes d'**incivismes** accompagnent ce sous paiement des factures notamment le tripotage sur les compteurs, le phénomène « dahoulage » ou raccordement pirates, vol des cornières des pilonnes,...
- Les centrales produisent peu par rapport aux besoins actuels pendant que les clients n'ont **aucune culture d'économie d'énergie** (lampes allumées à longueur des journées et des nuits,...)
- Faible niveau de partage d'Information : entre cadres de la SNEL cela est possible, mais il existe un grand **vide vers la grande couche** de la population.
- Les dossiers techniques NELSAP existent avec des études environnementales claires. Cependant le contenu clé n'est pas partagé par les techniciens encore moins avec les acteurs de la société civile.
- En conséquence **un flou a tendance à régner sur le dossier au niveau de la population** qui a besoin d'avoir l'impact positif –négatif du projet afin de s'y préparer.
- Au niveau du gouvernement national et provincial : lacunes de systématique l'information sur le NELSAP et l'éducation environnementale.
- La question de tarification: inquiétude majeure - la population congolaise ne paie pas au prix de revient. Qui paie le reste ? C'est certainement l'Etat, c'est-à-dire à travers l'impôt du citoyen congolais..
- Pour les cas de Kasindi et Uvira si pas ailleurs aussi : le gouvernement serait en train de subventionner près de 50%. Cela pourra aller jusque quand ?
- Grand travaux NELSAP: envisager de prendre en compte **l'accessibilité physique** vis-à-vis des grandes routes, réduire les risques de déguerpissement des populations sur des grandes.

5.2. Que disent la Population – les Acteurs de la société civile et les Notables/chefs coutumiers sur la crise énergétique et leur implication dans la dynamique ?

Sous un ton très critique, les acteurs de la société civile disent :
*« Pourquoi la RDC prête toujours plus attention aux voisins qu'à lui-même ?
 L'Interconnexion n'est-elle pas une forme voilée de donner l'argent frais
 Aux autres sur base des factures à payer ? ».*

Volet foncier - terre : déguerpissement oui mais doit être **préparé, négocié et réaliste** dans les faits,

- Les **calculs** d'indemnisations- devraient être **connu à l'avance** ;
- Il est indispensable de mettre en place : **comités des familles des victimes** en collaboration avec les OSC.
- Au niveau de la gestion terres coutumières: tenir compte **des accords coutumiers** comme palliatifs et exiger des accords écrits (Objet sensibilisations des OSC).
- On assiste souvent au non **respects des règles d'art** : micro centrales et groupes électrogènes se réalisent sans respecter les normes d'art en matière de transport et distribution

¹⁵ Kasindi =47%

– discréditant ainsi la profession (câbles en fils barbelés, poteau sans isolateur avec fixation des câbles sur des clous,...).

- **Délestage** monnayé par certains agents SNEL à Goma, Bukavu et Uvira surtout pour ceux qui ont des unités de production comme moulin, minoterie, scierie,...

Volet Electricité :

« Les lignes électriques HT et autres investissements doivent avoir des retombées en terme de développement dans le milieu couvert. »

- Les lignes hautes tensions amènent le bonheur ailleurs en parcourant des longues étendues. En retour les parties couvertes habités ont besoin de l'électricité en basse tension. Au nom du DO NO HARM, les populations exigent l'électrification de leur milieu et l'ouverture aux enfants des écoles sections électro mécanique, informatique pour l'encadrement futurs des métiers connexes et industries y relatives.
- Très peu des gens sont conscients des méfaits de l'électricité et de dégâts possibles conduisant souvent à la mort, que l'on pourra éviter !
- Face à des visions et actions non coordonnées privées et publics, une mise en place d'un **cadre de concertation mixte à l'instar NELSAP/ Etat** au niveau des grandes villes du rayon serait utile.
- Ces mécanismes vont en principe **collaborer avec les UIP (Unité d'implantation du Projet)** mise sur pieds par les ministères de chaque pays. C'est le cadre formel de redevabilité et de gestion & prévention des conflits fonciers au niveau du projet.

Volet Information- Education – Environnement

- Au niveau de la RDC (national et provincial): presque pas de projets intégrateurs en cours du projet NELSAP/IBN connus des populations.
- Face au presque vide total d'information sur l'électricité, cela passe comme des complicités diplomatiques de coopération entre la RDC et les autres membres du Bassin.
- Le faible niveau de sensibilisation de la population sur les effets positifs et négatifs des champs magnétiques, des lignes HT riveraines des habitants et des fermes fait que les gens vivent dans l'ignorance des avantages et désavantages que les projets NELSAP peuvent générer en termes de l'impact..
- Dans les villes comme Butembo, il y a 11-12 écoles secondaires techniques, électro mécanique et 2 facultés universitaires pendant que ailleurs il y a : rareté des écoles et options techniques, électro mécanique.

Volet Couverture Zone IBN en RDC : besoin d'équité géographique.

- L'on assiste à un isolement quasi-total de l'Ituri au niveau de l'IBN sur les questions d'approvisionnement électrique - et avec peu d'études de faisabilité.
- Cela est un grand risque qui pourrait alimenter les conflits socio – économiques futur.

- Il faudrait que l'Interconnexion touche les grands coins en besoin – de paix par des unités d'intégrations à forte capacité socio – économique.

Volet Psycho Social :

« les ménages pauvres ont aussi besoin d'être valorisés dans des projets d'approvisionnement en électricité selon les aspirations de chaque famille en commençant par la lumière. La présence de l'énergie électrique stimule le bien-être des ménages. »

Sur fond de stress et sentiments de n'être pas pris en compte : L'expérience SENOKI à BUTEMBO où presque chaque ménage était sensibilisé à payer une contribution et l'a fait. Mais quand le programme de desserte à commencer, il n'y avait plus de considération pour le petit peuple ; des considérations allaient plus vers les commerçants ayant plus cotisés probablement, mais seuls n'ont pas pu initier le projet.

Volet REDD interpelle :

- L'étude montre que les familles sont conscientes qu'avec les déficits énergétiques – électriques, les ménages exercent une pression sur l'environnement et les forêts. Le programme REDD interpelle chacun. Non seulement par ménage l'on dépense mensuellement plus de USD 100,00, mais des espaces forestiers en sont victimes : environ 3% de la superficie totale de la RDC déboisés annuellement. A cela s'ajouterait la facture électrique qui voisine 7560Kwh/mois pour un ménage qui comme une puissance de 2.5KW. Sur un taux de 0.185\$/Kwh, cas du Rwanda, on pourra payer environ 139\$US.



@photos KKM et Christol, Mars 2007, Kabalekasha (Masisi) et ferme à Kililirwe

L'exploitation énergétique électrique avec une bonne éducation environnementale en famille est une porte durable du futur pourvu que l'emploi suive.

5.3. Que disent la Population – particulièrement les Groupes des victimes actuels potentiels ?

« Nous quitterons les espaces couverts par les lignes HT,

Si l'opération est accompagnée avec une bonne négociation, indemnisation, relocalisation responsable. »

Dans l'ensemble, il y a une très bonne **attitude favorable au déguerpissement** : Peu de souci comme à Mugunga sur les dangers des lignes ; Les expériences des micros centrales villageois dans la partie RUSTHURU –LUBERO-BENI est propice à la sensibilisation sur les bénéfices et dangers de l'électrification ; Le taux de recouvrement des paiements va vers le maximal ($\pm 75\%$) sur les micros centrales privées (BDD- Goma avec RUSTHURU – KIWANJA, KYONDO, voir même les groupes électrogènes des quartiers).

5.4. Que disent les membres du Forum congolais réunis à Beni le 21 septembre 2011, sur leur implication dans le projet NESAP et plaider auprès de l'Etat Congolais ?

Les membres du Forum RDC, après avoir pris connaissance du rapport de la mission et échangé sur les conclusions et recommandations formulées, se retrouvés en sous-groupes pour approfondir certains points clés et ainsi définir une feuille de route pour l'exercice 2012. Le travail en sous-groupes a tourné autour des préoccupations suivantes :

Groupe 1 : Bilan énergétique -Vue côté Rwanda-Burundi-DR Congo :

1. Comment analysez-vous le déficit actuel ?
2. Quels avantages du NELSAP pour vous ?
3. A quelles conditions avoir/jour de ces avantages entre les p ays voisins ?
4. Quels inconvénients ?
5. quels risques prévisibles ?

Groupe 2 : Gestion institutionnelle :

- 1) Comment (stratégies pratiques) amener l'état congolais à travers le DRCNBD à ratifier d'ici avant les élections,
- 2) Comment (stratégies pratiques) le sti muler à solder ces obligations de cotisation, porte ouverte à la jouissance des avantages des actions des plans en cours ?
- 3) Comment mieux s'organiser pour un plaidoyer efficace vers ses résultats concrets ?

Groupe 3 : Prévention et gestion des conflits liés à la mise en œuvre du projet :

1. Quels sont les mécanismes officiels mis en place ?
2. Quelle est votre appréciation des mécanismes que l'étude propose entre acteurs OSC et Etat?
3. Quelles améliorations apporter à ces mécanismes suggérés pour plus de participation de la population et meilleure redevabilité ?

Groupe 4 : Durabilité et auto responsabilisation des bénéficiaires :

- 1) Quelles sont les pistes les meilleurs pour vous de responsabilisation d'utilisation énergétique publiques et privées ?
- 2) Quelles suggestions complémentaires au niveau public et privé?

Les conclusions de ses discussions tels que adoptés en plénière sont détaillées dans l'**annexe 9**¹⁶ de ce rapport. Ces mêmes conclusions font objet de la feuille de route reprise dans un point spécifique post recommandation.

6. Projet NELSAP-CHE de RUSUMO Falls et expérience d'implication des communautés et de la société civile dans le projet .Quelles leçons pour DRCNBD ?

Dans le cadre de NELSAP, est en cours de construction la centrale hydroélectrique de RUSUMO Falls dont la puissance garantie est de 61.5MW, une productible moyen de 403Gwh. La date de mise en service est prévue en 2014. Elle pourra servir le pool Burundi avec 15.3MW (productible moyen 134Gwh) et le Rwanda avec

¹⁶ ANNEXE 9 : Résultats bruts de validation de la restitution à Beni le 21 septembre 2011.

15.3MW (productible 134Gwh). Son interconnexion pourra affecter positivement la RDC à partir des deux pays Burundi et Rwanda au poste de Kiliba et celui de Goma.

Mais l'expérience est pour les membres du FORUM RDC une **interpellation** pour que, une fois que la RDC aura régularisé sa situation, **que la société civile s'implique** dans le processus de préparation et implication des communautés dans les projets en vue tels que repris dans **l'annexe 5**, afin de réduire les risques négatifs et tirer le maximum de profits des bénéfices des investissements dans une vision environnementale durable.

Le dossier en annexe aborde tour à tour les points qui suivent :

- Le programme de terrain et méthodologie : c'est l'aspect des relations, contacts, mise en confiance des parties prenantes ;
- Processus d'implication des parties prenantes : les acteurs publics et privés se retrouvent autour des notables sur la gestion des espaces affectés par le projet ; ensemble ont identifié les impacts ;
- Description de la zone de l'étude et du système agro-économique : maîtrise des systèmes économiques de la zone et de l'impact du projet.
- Sévérité d'impact dans la zone de l'étude : identification des effets non désirés du projet et mise en évidence des bénéfices du projet avec les parties prenantes.
- Stratégie de rétablissement des moyens de subsistance : identifier avec les parties en préséances les stratégies de rétablissement agricole et non agricoles en prenant en compte les enjeux du moment.
- Coût et production d'énergie : l'on met sur la balance la production de la centrale avec les dépenses de rétablissement des populations pour que les communautés tirent la conclusion qui s'impose et se l'approprie.
- Prochaines étapes participatives du projet : ici l'on se penche davantage sur les parties les plus affectées négativement et l'on voit comment atténuer les effets ; L'on voit aussi comment davantage sécuriser les populations.
- Compensation internationale et bonnes pratiques en réinstallions : les calculs des ratios permettent de démontrer que le projet reste dans les normes requises et que par la suite il faut amener les populations affectées vers le rétablissement durable de moyens d'existence.

7. ANALYSE, DISCUSSIONS SUR LES RESULTATS ET CONCLUSIONS :

« L'interconnexion est un marché économique, financier et social intégrateur. Il vaut la peine de faire objet de promotion auprès des communautés en RDC. »

7.1. Analyse et discussions :

1. Par rapport à l'évaluer la pertinence de l'enquête socio-économique de la région touchées par le projet hydroélectrique surtout dans la partie de la RDC :

« Vaincre l'opacité informationnelle sur le projet. »

Il est clair que si une petite portion des gens sont au courant et du projet et de la manière dont il pourra être mis en œuvre, la grande partie de la population est bien dans l'ombre et vit sur les rumeurs des opportunistes qui parfois en profite pour semer la confusion sur le dossier .L'**opacité informationnelle** est une des grandes lacunes que cette étude peut corriger si NBD partage le rapport correctement et y tire des actions concrètes concertées.

2. Par rapport aux informations documentaires sur les avantages du projet susceptibles d'influer sur ces moyens de subsistance des populations :

«Urgence d'impulser une dynamique communautaire autour des interventions du projet dans la partie de la RDC : »

- **Besoins urgents de Marketing social sur le projet** : les grandes conclusions de l'étude du projet soient résumées sur des plaquettes illustrées au besoin, traduits en langues vernaculaires de la RDC et vulgarisées à la base pour que les populations ,du reste en situation post conflit ,séparent certains faits de l'histoire des conflits des pays voisins avec la construction d'un développement partagé dans la région des grands lacs équatoriaux.
- **Besoins de promouvoir auprès des associations et communautés les bénéfices des projets régionaux intégrateurs** : A à l'allure actuelle, un seul pays ne peut se suffire en énergie électrique à l'échéance de 2020 ou 2030 avec l'accroissement de la démographie et des besoins pressant d'industrialisation.
- **Les actions en cours au sein du projet auront des retombées sur les moyens d'existantes des populations riveraines** : dès à présent , ces retombées sont à rechercher du côté des multiples travaux d'investissement liées aux centrales à construire en RDC, sur les lignes à retoucher, sur les nouveaux chantiers des investissements du secteur tant privé que public liés aux facilités énergétiques surtout dans des provinces où le secteur privé prend petit à petit de l'essor.
- **L'option d'arroser les villages couverts par les lignes HT par le courant domestique stimulerait davantage l'implication des populations riveraines à leur auto développement.**

3. En ce qui concerne les différents cadres politiques et juridiques qui guideront la compensation, de réinstallation et de développement local pour les communautés dans la zone du projet :

« Une société civile devenue vrai partenaire social et économique de la structure IBN »

Il apparait qu'à ce jour, les cartes se jouent plus entre le personnel des ministères de Kinshasa affectés à ce projet, qui du reste communique peu avec les provinces.

C'est pour cela que DRONBD devra s'impliquer dans le processus de leur demander de rendre compte de leur mandat de la sauvegarde des intérêts des populations congolaise.

Il est aussi urgence de mettre en place préventivement des **cadres de concertation** entre les différentes parties sur le règlement des griefs qui seraient issue de la mise en œuvre du projet ainsi que le processus pour assurer l'adéquation des personnes vulnérables avec des mesures de soutien. Il est également souhaitable que par grande ville comme ARU, Bunia, Mambasa, Beni, Butembo, Kirumba, Rutshuru, Goma, Nyabible, Minova ,Uvira, Kiliba etc. se mettent en place **des noyaux de réflexion** sur comment tirer profit à échéance du projet.

4. Gestion technique du projet au niveau de la RD Congo :

« La facture de consommation est à payer au prix coûtant si possible. »

Une des clauses devant interpellier DRCNBD est certes le respect des engagements comme membre : cotisations /contribution au projet, ratification des accords conclus, Une information horizontale au niveau des provinces impliqués et verticale à partager entre les acteurs du secteur public, services techniques de l'état comme SNEL mais aussi avec les acteurs ANE, respect des engagements contractuels notamment financiers. La RDC court le risque d'être exclus du projet si les \$US 80M exigé ne sont pas soldés dans les meilleurs délais.il faut enfin une préparation psychologique et socio -économique des populations.

L'idéal de parties prenantes touchées étant de participer à ce marché avec des « mains ouvertes. » qui aussi offre un paquet d'énergie disponible, il est donc demandé à la RDC de développer les potentiels des centrales hydro-électriques et à gaz dont les capacités sont confirmées par les études disponibles de NELSAP et de DRCNBD¹⁷.

Un des signes d'exercice de cette interconnexion est notamment d'envisager l'interconnexion locale de l'Ituri (axe Ariwara, Aru, Bunia), Oïcha -Beni-Butembo-avec Goma, Sake – Kalehe -Bukavu et Uvira. Cela permettrait de tirer profit des micro- centrale locales actuelles et futures.

Une des grandes questions soulevées par la société civile est la **redevabilité sociale et économique** du projet par rapport au niveau de participation de la population congolaise. Il s'agit concrètement des relations commerciales entre les pays à partager les informations pour ne pas frustrer les autres, des capacités des populations à payer le coût de la consommation énergétique sans penser aux compensations entre état.

Et c'est là le défi de l'accroissement des revenus des citoyens per capita afin de subvenir aux frais à payer à moyen et long terme. La RDC étant encore dans des ratifications assez sociales, il sera bon de préparer la population sur la gestion individuelle des énergies et de leur économie. L'état a le devoir de s'y investir et la société civile l'obligation de s'y impliquer.

Cela devra faire objet dès maintenant d'un vaste programme d'acteurs de la société civile congolaise pour éviter après des mécontentements interminables.

5. **Les considérations sur les effets négatifs probables du projet sont multiples** ; cependant les études d'impacts environnementaux déjà menées rassurent de leur gestion. Mais là aussi, il est important que ces grandes analyses environnementales soient partagées par les parties prenantes pour une gestion responsable ou cas où le négatif advenait.

Il est en effet fort probable que environ 700Km de ligne seront nécessaire pour couvrir le corridor est du rayon du bassin du NIL (Aru- Beni-Goma et pour relier avec le Sud Kivu-Kiliba) en RDC pour plus de 400.000 ha de terre à gérer comme déguerpissement des populations de l'une ou l'autre .

¹⁷ 2011, Par le Prof. Godefroid Basile Kazingufu Lukanda, Docteur en Sciences Appliquées in **la problématique du déficit et les potentiels énergétiques dans le bassin du NIL congolais**

7.2 Recommandations :

1. Niveau du projet NELSAP

✎ Pour le gouvernement national :

- La dynamique des organisations régionales et sous régionales est très bonne chose (CEPGL, SADC, CIRGL,...).la promotion des projets intégrateurs est à encourager car porteur de paix et de coopération.il faudrait en conséquence que le gouvernement congolais soit conséquents avec ses engagements :
 - Ratification et validation des accords signés par les autres et à temps.
 - Planifier le paiement des quote part souscrites exigé pour démarrer certains projets afin de jouir des mêmes avantages que les autres membres en ordre notamment les UA¹⁸ 50M correspondant à près de \$USD80M ;
 - Il existe déjà une commission ministérielle au niveau de chaque pays qui siège dans les rencontres NELSAP. La mission recommande qu'elle informe et restitue les contenus clés de manière régulière aux parties impliquées en incluant les organisations de la société civile non seulement à Kinshasa mais surtout au niveau des provinces de l'est concernés davantage par le dossier (Nord Katanga, Sud Kivu, Nord Kivu et province Orientale.).Les mécanismes de ces restitutions devront être bien connus de tous bien avant.
 - Amorcer sous forme des programme formels l'éducation mésologique ,environnementale – énergétique au niveau des jeunes ,des adultes par des moyens multimédia notamment et au niveau des écoles en insistant notamment sur les aspects positifs du projets et des effets néfastes à éviter.
 - Dans cet ordre, à la mise en œuvre du projet, il sera important de veiller à réduire les déguerpissements en tenant compte des agglomérations pour implanter les lignes HT. Stimuler comme partout ailleurs le secteur privé(FEC) à investir dans le volet des centrales hydroélectrique et thermique à gaz ou autres.
 - Mettre en place une commission mixte de concertation non seulement entre les divisions provinciales ayant l'énergie dans leur ressort et la SNEL au niveau des provinces touchées, mais aussi et surtout avec les OSC des 4 provinces ciblées afin de percuter à la base l'évolution du projet et réduire ainsi les faux bruits.

✎ Pour le gouvernement provincial

- Tenant compte du fait que le déficit énergétique est là et croissant et qu'il faille évoluer vers une culture d'économie d'énergie dès la famille, il est recommandé à l'exécutif provincial de stimuler la promulgation d'un édit sur l'éducation env ironnementale et sur l'utilisation des lampes électroniques en remplacement des lampes à incandescence touchant aussi à l'usage des foyers améliorés au niveau des ménages .
- Dialoguer avec la FEC et PME pour impulser des investissements dans le secteur énergétique durable et rentable.

✎ Pour les OSC et la population en général

¹⁸ 1 UA =1.60045\$US

- Le déficit énergétique est réel et rien même à l'horizon 2015-2020 ne rassure qu'il sera réduit même en exploitant à 100% nos potentialités actuelles. Les OSC devraient véhiculer ce message de manière propre à travers des programmes d'information de la population sur l'économie d'énergie et sur les meilleures alternatives de gestion responsable des énergies et s'organiser en conséquence pour participer aux projets novateurs comme NELSAP.
- Sensibiliser et stimuler les opérateurs économiques à comprendre l'importance de se mettre ensemble pour investir utile dans les ouvrages d'hydro-électricité en collaboration avec la FEC et s'inscrire ainsi sur le code des investissements.

☞ Pour DRCNDF

Le plaidoyer vers les OSC, secteurs publics, gouvernement sont des obligations de la mission du DRCNBD. En conséquence la mission recommande :

- De tisser des alliances au niveau national et provincial pour que le gouvernement signe des accords et ratifie ce qui est à faire en se mettant ainsi en ordre avec les statuts et règlement auxquels l'on a adhéré.
- Animer ses membres à élaborer des plans stratégiques prenant en compte les aspects d'éducation environnementale, économie d'énergie.

2. Niveau des acteurs de la société civile :

Par rapport au transport et implantation des équipements et lignes HT que tout le monde attend :

- Se concerter et se constituer en organisations reconnues par l'état pour suivre de près la dynamique économique NELSAP et autres projets intégrateurs et informer sa base de l'évolution.
- Se constituer en un cadre de concertation pour échanger régulièrement avec l'UIP¹⁹ au niveau de la RDC avec branche dans les provinces ciblées.
- S'investir dans la sensibilisation et l'éducation environnementale
- En ce qui concerne le dossier des indemnisations possible, que les sites des victimes à travers les lieux où seront érigés les pylônes et autres équipements, s'organisent en partie civile ou avec accompagnement des structures professionnelles y relatives, afin de traiter à partie égale avec l'UIP et les autres acteurs étatiques impliqués. Les bureaux de coordination de la société civile pourront donc s'y intégrer pour s'assurer de l'évolution.
- Et dans cette orientation, le consortium/cadre de concertation mise en place pourra suivre la mise en œuvre des projets électriques des contrées victimes à travers le rayon et la relocalisation de victimes (champs et parcelles).
- En ce qui est de la tarification en cours : étant donné les coûts des projets et de leur exploitation, partant des réalités tarifaires actuelles de la RDC, que l'état congolais tient compte du revenu moyen du congolais qui est encore bas, mais que en conséquence stimule l'autogestion de sa consommation par le système de cash power compteur afin d'améliorer non seulement le taux de recouvrement mais aussi la facturation réelle de chacun au lieu de la facturation forfaitaire qui ruine la SNEL.
- Le DRCNBD basé à Butembo devrait à son tour renforcer /instaurer des sous noyaux à Goma, Bukavu, Uvira, Beni, ARU et ailleurs où les activités du projet l'exige, en tenant des réunions d'échanges sur l'évolution du processus NELSAP. Cela touche également la démultiplication des conclusions des grandes réunions qui se tiennent sans restitution à la base en provinces.

¹⁹ Unité d'implantation du projet

SCENARIO – FEUILLE DE ROUTE DU DRCNDF 2011-2012 :

Les conclusions des travaux en plénière ont permis de discuter sur les actions prioritaires à mener pouvant exiger l'implication du Forum central .Il s'agit de priorités suivantes:

- faible capacité du FORUM à influencer le gouvernement congolais afin de les amener à signer/ratifier les accords et solder ses cotisations.
- opacité d'information sur le projet et sur son fonctionnement en RDC.
- faible implication de la société civile dans la vulgarisation des conclusions des études d'impacts du projet et de la préparation des parties victimes à leur gestion.
- la RDC va dans le projet « mains vide » c'est-à-dire sans développer ses propres ressources hydroélectriques afin de renforcer aussi l'interconnexion.

PHASE 1 : pré-électorale. Septembre –décembre 2011

Déjà avant les élections, le souhait des membres est d'évoluer vers une piste de solution sur le problème en rapport la signature des accords-cadres IBN.

Priorité 1 : Problème majeur à résoudre :

- faible capacité du FORUM à influencer le gouvernement congolais afin de les amener à signer/ratifier les accords et solder ses cotisations

Objectif spécifique 1 :

- plaider auprès du gouvernement en faveur de la signature des accords -cadres.

Résultats:

- Les accords sont signés et ratifiés par le parlement et le processus de soumissions des dossiers des projets amorcés au niveau du gouvernement de la DRC.

Indicateurs :

- Un accord-cadre signé et transmis au bureau régional de l'IBN.

Activités pilotes

- ☞ Dès retour du forum de Beni, en fin septembre et en octobre 2011, tenue des réunions de restitution de l'étude et d'une conférence de presse sur DRCNDF et le projet NELSAP à Kinshasa et dans les principales villes du rayon du bassin du Nil de Ariwara jusque Uvira(voir aussi Kalemie).
- ☞ Alliance avec les acteurs de KIGALI lors de la rencontre des ministres des états membres prévue en octobre à Kigali.
- ☞ Déplacement dès fin octobre 2011, de la présidence et de l'exécutif de DRCNDF à Kinshasa pour rencontrer les hautes autorités de la présidence et du gouvernement afin d'introduire le dossier au niveau qu'il faut et s'assurer du suivi de Kigali.

PHASE 2 : post -électorale janvier –décembre 2012.

Priorité 2 : Problème majeur à résoudre :

- opacité d'information sur le projet et sur son fonctionnement en RDC.

Objectif spécifique 1 : x

- mettre en place un dispositif pratique de diffusion et vulgarisation des informations sur le projet et le niveau d'implication des parties prenantes du sommet à la base et vice-versa.

Résultats:

- Les informations sur le projet et le niveau d'implication des parties prenantes sont diffusées et font objet de la vulgarisation jusque aux noyaux urbains des villes de l'Est et dans la capitale.

Indicateurs :

- Taux de pénétration du message sur IBN, NELSAP et participation de la DRC dans le projet.
- Nombre de noyaux locaux de vulgarisation des messages relatifs au projet.

Activités pilotes

- Organiser des micro-ateliers de restitution des messages /rapport de l'étude au niveau des associations, OSC,...
- Amorcer sous forme des programme formels l'éducation mésologique, environnementale – énergétique au niveau des jeunes, des adultes par des moyens multimédia notamment et au niveau des écoles en insistant notamment sur les aspects positifs du projet et des effets néfastes du projet.
- Animer des émissions radio diffusées et télévisées sur la thématique.
- Animer des radios clubs sur IBN, NELSAP et DRCNBD.
- Publication et diffusion des dépliants sur IBN, NELSAP et DRCNBD..

Priorité 3 : Problème majeur à résoudre :

- faible implication de la société civile dans la vulgarisation des conclusions des études d'impacts du projet et de la préparation des parties victimes à leur gestion.

Objectif spécifique 1 : x

- une fois les accords ratifiés, assurer un montage technique et opérationnel avec les parties prenantes sur les mécanismes d'implication des communautés dans l'appropriation du dossier et la mise en œuvre du projet NELSAP et autres y relatifs.

Résultats:

- le processus d'implication des parties prenantes au projet est mis en marche dans un climat apaisé..

Indicateurs :

- Nombre des entités impliquées dans le processus
- Qualité des études menées sur les économies des sites touchés et des moyens de rétablissement discutés.
- Degré d'implication des communautés dans la recherche des pistes de solution durable effets –impacts du projet ;
- Nombre des personnes /familles rétablies dans leur moyens de survie.

Activités pilotes

- Mettre en place une commission mixte de concertation non seulement entre les divisions provinciales ayant l'énergie dans leur ressort et la SNEL au niveau des provinces touchées, mais aussi et surtout avec les OSC des 4 provinces ciblées afin de percuter à la base l'évolution du projet et réduire ainsi les faux bruits.
- Organiser des études de sondage d'opinion et sensibilisation des communautés sur le terrain en rapport avec la problématique de déguerpissement.

Priorité 4 : Problème majeur à résoudre :

- la RDC va dans le projet « mains vide » c'est-à-dire sans développer ses propres ressources hydroélectriques afin de renforcer aussi l'interconnexion.

Objectif spécifique 1 : x

- plaider pour des investissements publics et privés dans le volet centrale hydroélectrique /thermique à gaz au niveau du rayon bassin du Nil.

Résultats à Moyen Terme/effets :

- Les options techniques sont prises avec choix des sites.
- Les contrats sont signés pour des dossiers à amorcer.
- Un chantier CHE concret est amorcé.

Indicateurs :

- Nombre de contrats techniques signés
- Nombre de chantier en marche.

Activités pilotes

- Alliances avec la SNEL et les ministères impliqués dans les études et financements relatifs aux CHE.
- Sensibilisation des opérateurs économiques sur le financement des CHE locales (exemple de rivière LUHOLU.)



(Photo KKM, route Kasindi-Lume, sept 2011)

BIBLIOGRAPHIES - OUVRAGES CONSULTÉS

1. Communiqué final de l'atelier des parties prenantes du projet des lignes hautes tension Goma -Butembo-Beni, R D Congo, le 25/02/2011
2. Encyclopédie des sciences industrielles : électricité-électronique et applications de l'énergie électrique, Quillent, Librairie Aristide, Paris 1973
3. Etude d'électrification du Nord-Kivu : synthèse de l'étude de faisabilité, SNEL, Juillet 1989
4. FCBN, rapport de formation sur la problématique du déficit et les potentiels énergétiques dans le bassin du Nil congolais par le Professeur Godefroid BASILE KAZINGUFU LUKANDA, 2011 38 pages
5. Ministères de l'énergie et des mines, direction générales de l'énergie et de l'eau élaboration de la stratégie sectorielle par le secteur énergie au Burundi, rapport provisoire, octobre 2010, 152 pages, IBN NELSAP multinationale-rapport d'évaluation-projet REV6, final 2008
6. NBD Rwanda, the nil is on asset of cooperation and benefits of cooperation, by John B. GAKURUMBA Walter, NP coord, PP
7. NBI, NELSAP, Kigali 10-11 March 2011,
8. NBI, NELSAP, strategie/sectoral, social and environnemental assement of power developement options in the Nice equatorial lakes region, final report, executive summary, Febuary 2007, NCC Lavalin international
9. Normes et schémas d'installation électrique, A. Trouillet, Librairie de la Bourse
10. Pole Institute, Problématique du déficit énergétique dans la Sous-Région des Grands lacs Africains, Regards Croisés, Mars 2005.
11. Problématique de la pénurie de l'électricité dans la vil le de Goma et de ses environs, par Ir Ferdinand NTIBAGANIRA KMSEKA, Directeur Provincial de la SNEL Nord -Kivu
12. Programme auxiliaire d'action des pays des Lacs équatoriaux du Nil
13. PV de remise et reprise entre Monsieur Rogatien MWANAWABENE CHILAGANE et Mons ieur WATUTA LULIBA, à l'occasion du départ en mutation du chef électricien réseau/centre Uvira, Direction régionale du Kien, centre de distribution d'Uvira
14. Schémas d'électricité, André Simon Edition l'Elan
15. Situation énergétique dans la CEPGL, par SUNZU NTI GAMBIRIZWA Salvador, expert chargé de la planification et des projets énergie des grands Lacs (EGL)
16. SNC-Lavalin, IBN, participation des parties prenantes au projet hydroélectrique, 3è Nile Basin Discourse Forum, septembre 2011
17. SOGREA, IBN, PAALEN étude d'interconnexion dans les réseaux électriques des pays des grands lacs équatoriaux du Nil, rapport synthèse, novembre 2007

Goma, le 30 septembre 2011

Raphael Kasongo Kabusa-Mbukani

Consultant National